



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Droits de douane

L'horlogerie suisse souffre mais espère «un peu d'oxygène»

Les exportations de montres suisses ont encore accusé le coup des 39% de droits de douane imposés par les États-Unis en octobre, mais le projet d'accord ...

• (Page 08)

Tribune de Marcellin Gandonou

Comment vaincre la fragilité émotionnelle ?

L'un des maux le plus partagé au 21s, c'est la fragilité émotionnelle. De plus en plus, les gens craignent les relations ...

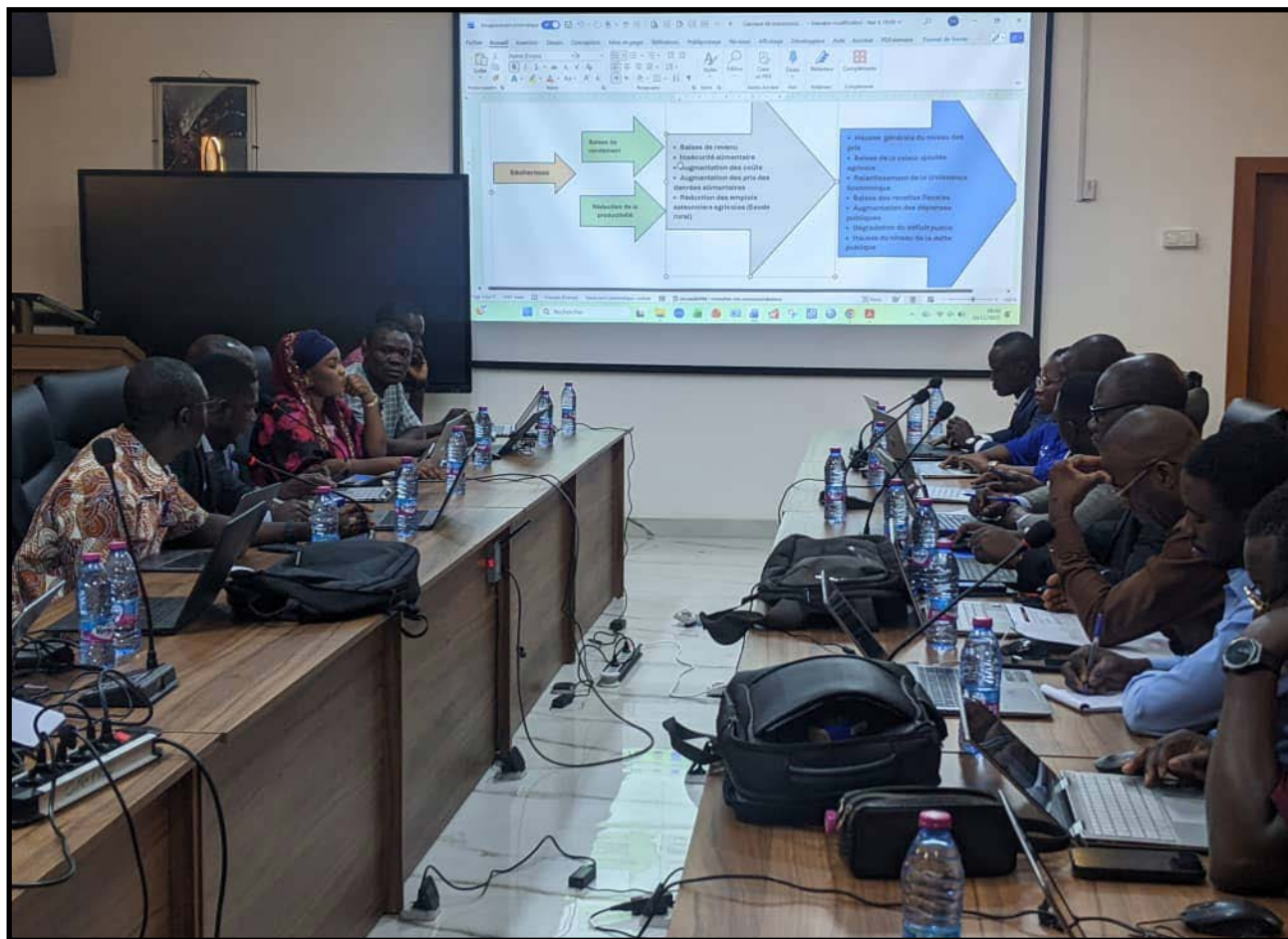
• (Page 10)



Analyses économiques

La DGEAE intègre le climat dans son cadre macroéconomique

• (Page 03)



SUNU Business Connect

• (Page 05)

Nouvelle dynamique de proximité entre le Groupe SUNU et ses clients

CAMES

Le Togo signe une performance historique au 22^e Concours d'agrégation

Avec 11 admissions sur 11 candidats présentés en phase finale, le Togo se hisse parmi les pays les plus ...

• (Page 02)

Togo-Bénin

Vers une gouvernance unifiée du site Koutammakou

Le Togo et le Bénin ont tenu, les 19 et 20 novembre 2025 à Dfalé, une session de travail conjointe consacrée à l'harmonisation de leur stratégie ...

• (Pages 04)

Energies renouvelables en Afrique

Ursula von der Leyen salue une mobilisation de 15,5 milliards d'euros

Les dirigeants de l'Union Africaine et de l'Union européenne se retrouvent les 24 et 25 novembre 2025 à Luanda en Angola, à l'occasion du 7^{ème} Sommet UA-UE ...

• (Page 06)

Assemblée nationale

EISMV décerne le titre de «Docteur Honoris Causa» au Président du Conseil

En marge de la 54^e session du Conseil d'administration de l'École inter-États des sciences et médecine vétérinaires (EISMV) de Dakar, tenue les 20 ...

• (Page 11)



APPEL À CANDIDATURES

Devenez le prochain lauréat du **Prix Abdoulaye FADIGA**



10 millions
de francs CFA



1 séjour
de recherche



1 publication
de l'étude primée



BCEAO



COFEB

Date limite :

31 août 2026

www.bceao.int

CAMES

Le Togo signe une performance historique au 22^e Concours d'agrégation

Avec 11 admissions sur 11 candidats présentés en phase finale, le Togo se hisse parmi les pays les plus performants du 22^e Concours d'agrégation du CAMES en Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion (SJPEG). Une réussite remarquable qui confirme la montée en puissance de ses universités publiques dans l'espace académique francophone africain.

• Nicole Esso

Le 22^e Concours d'agrégation du CAMES restera une édition de référence pour le Togo. Dès l'annonce des premiers résultats à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, les universitaires togolais ont affiché leur excellence, notamment dans les filières de droit public et de droit privé. En droit public, deux enseignants-chercheurs de l'Université de Lomé accèdent au grade de Maître de conférences agrégé : Kodjo Essé Kokou Joseph Junior, classé deuxième, et Wella Mazamesso, quatrième. La dynamique se poursuit en droit privé, où trois universitaires décrochent leur agrégation : Avengnon Koffi Edem (UL), Awoki Kougnontéma (UK) et Folly Messan Agbo (UL). La proclamation finale, le 20 novembre, a confirmé cette réussite préliminaire. En sciences économiques, le Togo obtient quatre nouveaux agrégés : Djahini-Afawoubo Dossè Mawussi (1^{re} place), Bataka Hodabalo, Dandonougbo Yevessé et Sanooussi Yacobou. En sciences de gestion, deux enseignants de l'Université de Kara complètent cette liste : Gafa Yao, troisième ex aequo, et Adelessossi Kokou, septième. L'édition 2025 consacre ainsi 11 admissions togolaises, soit un taux de réussite de 100 % pour les candidats engagés en phase finale.

Montée en puissance

Cette performance togolaise n'est pas le fruit du



hasard. Elle s'inscrit dans une stratégie progressive de renforcement des capacités académiques menée depuis plusieurs années par les universités publiques du pays. Le Concours d'agrégation du CAMES, considéré comme l'un des processus de sélection les plus rigoureux du continent, exige une solide production scientifique, une préparation soutenue et une maîtrise approfondie des domaines de spécialité. Le fait que des universitaires togolais se classent parmi les meilleurs dans plusieurs sections témoigne d'un travail structuré : amélioration de la formation doctorale, montée en compétences des encadreurs, participation accrue aux réseaux scientifiques internationaux, et investissements institutionnels pour accompagner les candidats. L'agrégation ouvre également des perspectives nouvelles pour les établissements : augmentation de leur attractivité, meilleure crédibilité académique et renforcement des équipes pédagogiques capables d'encadrer la recherche et la formation



avancée. À l'échelle nationale, ces résultats contribuent à la visibilité scientifique du Togo dans l'espace francophone africain, où la compétition académique est particulièrement soutenue.

Concours d'excellence au cœur de l'enseignement supérieur africain

La 22^e édition du Concours d'agrégation en Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion du CAMES s'est déroulée en deux étapes : une première phase à distance pour l'évaluation des titres et travaux, suivie des épreuves en présentiel du 10 au 21 novembre 2025 à Dakar. Près de 200 candidats issus de 12 pays — dont le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Sénégal — étaient en compétition. Les jurys, composés de 37 membres éminents, ont évalué les candidats dans six sections disciplinaires. L'épreuve la plus décisive reste la leçon orale de 30 minutes, préparée en huit heures en loge. C'est à l'issue de cette troisième épreuve que les candidats sont déclarés admis et reçoivent le titre de Maître de conférences agrégé du CAMES.

AUX DÉCIDEURS ...

L'héritage partagé

Il est des patrimoines qui dépassent les frontières, des héritages qui obligent les nations à regarder dans la même direction. Le Koutammakou en fait partie. Depuis que l'UNESCO a étendu, en 2023, le périmètre de ce site culturel emblématique au territoire béninois, le « pays des Batammariba » n'appartient plus seulement au Togo : il est devenu un patrimoine transnational, une responsabilité commune, un défi partagé.

La rencontre tenue les 19 et 20 novembre 2025 à Dfalé par les experts togolais et béninois, consacrée à l'harmonisation de la gestion du site, révèle à quel point cette nouvelle réalité appelle une gouvernance repensée. Il ne s'agit plus seulement de préserver des tata somptueuses, des rites, des paysages ou des savoir-faire ancestraux ; il s'agit d'apprendre à construire ensemble, à deux États, une vision commune pour un patrimoine vivant. Et cela, dans des délais contraints, puisque l'UNESCO attend un rapport conjoint sur l'état de conservation du site d'ici décembre 2026.

Depuis la décision 45 COM 88.7 de l'UNESCO, la création d'un organisme transnational de gestion a été recommandée, fruit d'une supervision conjointe des deux Directions du patrimoine culturel. À Boukoubé en 2023, puis à Dfalé en novembre 2025, les fondations de cette gouvernance partagée se consolident : modalités d'élaboration du rapport conjoint, priorisation des actions de conservation, articulation entre les projets nationaux et la future feuille de route unifiée. Ces réunions, souvent perçues comme technocratiques, sont en réalité structurantes. Elles irriguent les politiques publiques, donnent du sens à l'engagement des communautés et permettent d'anticiper les défis : protection des attributs culturels, régulation de la pression touristique, lutte contre les dégradations, implication des artisans et des gardiens des traditions.

La visite de terrain effectuée à Bassamba montre d'ailleurs que la coopération entre experts ne vaut que si elle s'enracine dans les réalités du terrain, là où les tata s'élèvent, où les savoirs se transmettent, où les identités se vivent.

L'essentiel est là : l'harmonisation de la gestion ne se limite pas à répondre aux exigences de l'UNESCO. Elle porte une ambition plus large, presque politique : faire du Koutammakou un modèle africain de gestion concertée du patrimoine.

Le modèle repose sur une compréhension commune : le patrimoine n'est pas un décor figé, mais une ressource vivante, un espace de mémoire et d'avenir. Cela implique une vision partagée de son aménagement, une intégration des besoins des populations, et une approche équilibrée entre conservation et développement. Le Togo et le Bénin l'ont compris : pour préserver le Koutammakou, il faut coordonner, harmoniser, mutualiser. Ce n'est pas seulement une collaboration administrative ; c'est un apprentissage à deux, une construction progressive d'une solidarité patrimoniale.

Le rapport conjoint attendu le 1^{er} décembre 2026 sera plus qu'un document technique. Ce sera la preuve — ou non — que les deux pays ont su dépasser les approches séparées et bâtir une gouvernance commune. Il devra montrer les avancées, les efforts partagés, l'état réel du site, mais aussi l'engagement des communautés Batammariba, qui restent les premiers gardiens du patrimoine.

S'il réussit, ce rapport deviendra une vitrine, un signal fort envoyé au monde : le Koutammakou n'est pas seulement un trésor architectural ; c'est un exemple de coopération régionale, un laboratoire d'intégration culturelle, un modèle de gestion concertée dont l'Afrique a besoin.

Le patrimoine mondial ne se préserve pas par contrainte. Il se préserve par conviction. Et sur ce point, le Togo et le Bénin semblent désormais parler d'une même voix — celle de la responsabilité, de la culture et de l'avenir partagé.

M.T

Image du jour



Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Analyses économiques

La DGEAE intègre le climat dans son cadre macroéconomique

La Direction générale des études et analyses économiques (DGEAE) a lancé un vaste programme de formation destiné à doter ses cadres des compétences nécessaires pour intégrer les effets du changement climatique dans le cadrage macroéconomique et budgétaire du Togo. Soutenue par le PNUD, L'initiative arrive à un moment où les chocs climatiques influencent de plus en plus la trajectoire économique nationale.

Wilson Lawson

La première phase de cette formation innovante s'est déroulée à Lomé du 17 au 21 novembre 2025. La seconde est prévue à Kpalimé du 24 au 29 novembre 2025. Pendant ces sessions, les cadres de la DGEAE sont formés à la compréhension des changements climatiques, à l'identification de leurs impacts sur les secteurs économiques essentiels et à la quantification de leurs effets sur les indicateurs macroéconomiques. Selon M. Kanaza Hodabalo, Conseiller technique à la DGEAE, l'enjeu est de taille : « Intégrer pleinement les effets du changement climatique dans le cadrage macroéconomique et budgétaire. » Il explique que les perturbations climatiques influencent déjà plusieurs secteurs stratégiques tels que l'agriculture, les infrastructures, l'énergie ou encore la santé. Mesurer



en compte des chocs climatiques dans la prévision des comptes macroéconomiques, et de réaliser des exercices pratiques de simulation. Le public visé est constitué des cadres de la DGEAE ainsi que d'experts issus de différents services intervenant dans le cadrage macroéconomique, budgétaire ou travaillant sur les questions de

parmi les pays les plus vulnérables. En intégrant désormais ces risques dans les projections macroéconomiques, l'État togolais pourra améliorer la fiabilité de ses prévisions budgétaires. Cette approche permettra notamment : d'anticiper les risques de dérapages liés aux chocs climatiques ; de planifier des mesures d'atténuation et d'adaptation ; d'orienter les ressources vers les secteurs les plus exposés ; et de renforcer la résilience globale de l'économie nationale. Pour M. Kanaza Hodabalo, cette évolution représente un tournant majeur dans la gestion économique du pays. «

Cette approche contribuera à une croissance plus robuste et à une meilleure protection des citoyens », souligne-t-il. La formation s'appuie sur un nouveau modèle de cadrage macroéconomique développé par la DGEAE depuis février 2024. Ce modèle comprend des modules de simulation capables d'analyser divers types de chocs, y compris ceux liés aux changements climatiques. L'objectif est de doter le pays d'un outil moderne permettant de faire face à un environnement économique de plus en plus incertain. Le partenariat avec le PNUD constitue un levier déterminant. L'organisation onu-

sienne a financé l'intégralité de la formation, mobilisé un expert macroéconomiste de haut niveau et assuré l'appui technique nécessaire. Cette coopération illustre l'importance accordée par les partenaires internationaux à la gestion durable des finances publiques sensibles au climat.

Cadre national aligné sur les réformes climatiques et budgétaires

Le plan d'actions 2025-2027 de la Stratégie de réformes de la gestion des finances publiques (GFP),

sensible au climat et au genre, adoptée par le Togo prévoit le développement d'une variante de simulation intégrant explicitement les effets climatiques dans la modélisation économique. Cette orientation répond à une recommandation issue des réunions techniques du 6 mars 2025 portant sur les matrices triennales des réformes et les plans d'actions des ministères. Les impacts économiques potentiels du changement climatique — baisse de productivité agricole, dégradation des infrastructures, perturbations des chaînes d'approvisionnement, pressions sur les dépenses publiques — représentent des risques majeurs pour la croissance. Les intégrer dans la planification macroéconomique devient un impératif pour éviter une accentuation de la vulnérabilité du pays. C'est donc pour répondre à ces défis que la DGEAE a sollicité une assistance technique du PNUD, aboutissant à l'organisation de cette formation structurante. Elle marque une étape importante vers une économie plus résiliente, capable d'anticiper les chocs et de s'adapter aux réalités climatiques du XXI^e siècle.



ces impacts devient indispensable pour élaborer des politiques publiques mieux adaptées. À l'issue de la formation, les cadres seront capables d'identifier les canaux de transmission des chocs climatiques vers les principaux agrégats économiques, de quantifier les risques et d'intégrer ces éléments dans les projections macroéconomiques. Cette montée en compétence permettra de concevoir un mécanisme de prise

changement climatique.

Démarche pour une économie plus résiliente

Les économies africaines, et particulièrement celles d'Afrique de l'Ouest, subissent une intensification des aléas climatiques : pluies irrégulières, inondations, stress hydrique, baisse de rendement agricole... Le Togo, du fait de sa structure économique dépendante des ressources naturelles, figure



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

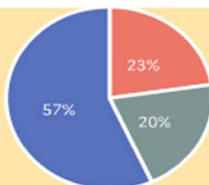
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo–Bénin

Vers une gouvernance unifiée du site Koutammakou

Le Togo et le Bénin ont tenu, les 19 et 20 novembre 2025 à Dfalé, une session de travail conjointe consacrée à l'harmonisation de leur stratégie de gestion du site culturel Koutammakou, classé patrimoine mondial. Une rencontre décisive, alors que l'UNESCO exige un rapport conjoint sur l'état de conservation du bien d'ici décembre 2026.

● Joël Yanclo

Dans une dynamique engagée depuis l'approbation, par l'UNESCO, de la décision 45 COM 88.7 élargissant les limites du site Koutammakou au territoire béninois, désormais, le « pays des Batammariba » est reconnu comme un patrimoine transnational, placé sous la responsabilité conjointe du Togo et du Bénin. Pour répondre à cette nouvelle configuration, le Comité du patrimoine mondial a recommandé la création d'un organisme transnational de gestion, placé sous la supervision des deux Directions du patrimoine culturel. Une première session en ce sens s'était déjà tenue à Boukoumbé, au Bénin, les 20 et 21 août 2023. À Dfalé, cette deuxième session avait pour objectif de préciser les modalités d'élaboration du rapport conjoint sur l'état de conservation du site, attendu par l'UNESCO pour le 1er décembre 2026. Les participants ont également discuté des actions prévues en 2026 dans la phase 2 du projet « Amélioration de l'état de conservation du Koutammakou » et des orientations nécessaires pour un futur plan de gestion unifié. Les travaux ont été ouverts par le Secrétaire général de la Mairie de Doufelgou 2, suivis des interventions du Directeur du Patrimoine culturel du Bénin, M. Djimmy Djifa



Adah, et de son homologue togolais, M. Adama Ayikoué. Les participants ont ensuite effectué une visite de terrain à Bassamba, sur la partie togolaise du site, afin d'apprécier les attributs culturels nécessitant une attention prioritaire. À l'issue des échanges, plusieurs recommandations ont été formulées pour améliorer la coordination et renforcer les actions de conservation. La session s'est clôturée sur une satisfaction partagée et la volonté commune d'accélérer la mise en œuvre des conclusions adoptées.

Modèle africain de gestion concertée du patrimoine

L'harmonisation de la gouvernance du Koutammakou répond non seulement à une exigence de l'UNESCO, mais aussi à un impératif stratégique : préserver un patrimoine culturel vivant, au cœur de l'identité des Batammariba. L'extension du site au Bénin a rendu indispensable une vision commune, une planification unifiée et des mécanismes de gestion cohé-

rents de part et d'autre de la frontière. La coopération, encore récente, constitue un modèle pour la sous-région. Elle montre comment deux États peuvent mutualiser leurs expertises, intégrer leurs priorités et coordonner leurs efforts pour protéger un bien culturel transnational. Les discussions autour du plan de gestion, du suivi des attributs culturels, de la valorisation touristique et des projets de développement communautaire témoignent d'une volonté d'aller au-delà du simple partage administratif pour bâtir un outil de gouvernance durable. Le rapport conjoint attendu en 2026 sera un test majeur. Il devra démontrer non seulement l'état actuel du site, mais aussi les progrès réalisés pour mettre en œuvre les recommandations du Comité du patrimoine mondial. La réussite de cette démarche pourrait renforcer la visibilité du site au niveau international, tout en consolidant l'engagement des communautés locales.



Élevage

Le Togo se dote d'un plan de lutte contre la peste des petits ruminants

Le Togo dispose désormais d'un plan stratégique de lutte contre la peste des petits ruminants. Le document, élaboré pour la période 2025-2030, a été validé le lundi 17 novembre au cours d'une rencontre qui a réuni plusieurs acteurs à Lomé.

Concrètement, le nouvel outil devrait permettre d'harmoniser les actions, de renforcer la surveillance et de protéger les revenus des éleveurs. Le plan prévoit en outre le renforcement des capacités des services vétérinaires, la vaccination systématique des troupeaux et la mise en place d'un système d'alerte rapide. « La peste des petits

ruminants est une maladie dévastatrice des cheptels ovins et caprins, qui entraîne de lourdes pertes économiques pour les éleveurs. Grâce à ce plan, nous espérons prévenir efficacement sa propagation et protéger durablement les moyens de subsistance des communautés rurales », a souligné Dr Damitoti Yempabou, directrice des services vétérinaires. Pour rappel, au

Togo, l'élevage des petits ruminants est bien plus qu'une simple pratique traditionnelle. En 2024, on comptait 2,24 millions d'ovins et 6,36 millions de caprins, répartis sur l'ensemble du territoire. Des campagnes de vaccination sont régulièrement organisées afin de protéger ces cheptels et de prévenir les maladies.

(Togo Officiel)

Trésor, fiscalité et dons

La nouvelle architecture du budget 2026 du Togo

Le gouvernement togolais a validé en fin de semaine dernière le projet de loi de finances pour l'exercice 2026. Avec un montant total de 2740 milliards FCFA, en progression de 14,4 % par rapport à 2025, ce budget marque une nouvelle étape dans la stratégie nationale de consolidation budgétaire et d'accélération du financement des politiques publiques. Plus de la moitié des ressources proviendront des recettes fiscales, confirmant l'effort engagé pour accroître la mobilisation interne.

● Junior Aredola

Le projet de loi de finances 2026, adopté par le gouvernement togolais présente une architecture marquée par une hausse significative des recettes et des dépenses, toutes deux fixées à 2740 milliards FCFA. Cette progression illustre la volonté de l'État d'intensifier les investissements et de renforcer les politiques prioritaires, notamment sociales, économiques et sécuritaires. Les ressources totales attendues se composent de 1615 milliards FCFA de recettes budgétaires, de 1097 milliards FCFA de ressources de trésorerie et de 27 milliards FCFA issus des comptes spéciaux du Trésor. Dans le détail, les recettes budgétaires sont dominées par les recettes fiscales, évaluées à 1338 milliards FCFA, soit une hausse de près de 10 % par rapport à l'exercice 2025, où elles étaient projetées à 1208 milliards FCFA. Cette progression reflète les performances enregistrées dans la modernisation de l'administration fiscale, l'élargissement de l'assiette et le renforcement du civisme fiscal. Les recettes non fiscales affichent également une dynamique forte, atteignant 109 milliards FCFA, en hausse de 32 % par rapport aux 72 milliards FCFA de 2025. Elles proviennent notamment des revenus du patrimoine de l'État, des redevances administratives et des produits divers. À l'inverse, les dons-projets



connaissent un recul, passant de 190 milliards FCFA en 2025 à 166 milliards FCFA en 2026, soit une baisse d'environ 12 %. Cette tendance traduit une dépendance moindre aux financements extérieurs classiques et une volonté de renforcer l'autonomie budgétaire. Concernant les ressources de trésorerie, elles s'élèvent à 1097 milliards FCFA, composées de 473 milliards FCFA d'émissions de titres publics, un montant notablement supérieur aux 332 milliards de 2025. Les emprunts projets sont évalués à 220 milliards FCFA, contre 142 milliards FCFA l'année précédente. Enfin, les autres emprunts atteignent 403 milliards FCFA, proches du niveau de 2025 (420 milliards FCFA), confirmant la stabilité des partenariats financiers multilatéraux et bilatéraux.

Budget de relance maîtrisée

L'augmentation globale de 14,4 % du budget 2026

témoigne de l'ambition du Togo de poursuivre sa trajectoire de développement tout en consolidant la résilience de son économie face aux chocs externes. La progression soutenue des recettes fiscales, qui représentent plus de 80 % des recettes budgétaires, met en évidence un effort marqué de mobilisation des ressources internes. Cet indicateur est souvent considéré comme l'un des signes d'un État en phase de consolidation budgétaire. La hausse importante des émissions de titres publics (+142 milliards FCFA par rapport à 2025) confirme également le recours croissant au marché financier régional, où le Togo jouit d'une réputation de bon élève en matière de gestion de la dette et de crédibilité auprès des investisseurs. Toutefois, cette orientation implique aussi une vigilance accrue afin de maintenir un niveau soutenable d'endettement, surtout dans un contexte international où le coût du financement peut être soumis à des pressions.

15^e Semaine mondiale de l'entrepreneuriat

Pour la créativité et l'inclusion économique

Au Togo, la 15^e édition de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (SME) s'est ouverte ce lundi 17 novembre 2025, à la faveur d'une conférence de presse inaugurale à Lomé.

Sous le thème : « Ensemble, construisons », l'évènement est coorganisé par le Global Entrepreneurship Network Togo (GEN-Togo), l'Agence de Développement des Très Petites et Moyennes Entreprises (ADTPME) et l'ON-IJD ; et bénéficie de l'appui conjoint de l'Union européenne et de la coopération allemande (GIZ). Pendant une semaine, des ateliers, conférences, concours de pitch, séances de formation et espaces de réseautage se tiendront à Lomé et dans les chefs-lieux de régions. L'objectif : renforcer la culture entrepreneuriale et offrir aux jeunes porteurs de projets des outils concrets pour développer leurs



activités. Selon Pascal Edoh Agbové, directeur général de GEN-Togo, cette édition « vise à inspirer la nouvelle génération d'entrepreneurs et à reconnaître le rôle essentiel des PME dans l'économie nationale ». L'Union européenne, partenaire stratégique de l'évènement, mobilise notamment deux programmes régionaux : IYBA SEED, centré sur le financement des jeunes entreprises, et IYBA Women Empower-

ment for Africa, dédié à l'entrepreneuriat féminin. Au-delà de la sensibilisation, la SME se positionne comme un levier d'opportunités économiques. Elle contribue à structurer l'écosystème entrepreneurial togolais et à promouvoir l'innovation locale, dans un contexte où les PME représentent plus de 80 % du tissu économique et une part importante des emplois formels.

Avec Togo First

SUNU Business Connect

Nouvelle dynamique de proximité entre le Groupe SUNU et ses clients

La première édition de « SUNU Business Connect » a réuni, à Lomé, clients, partenaires et figures influentes du secteur privé autour d'un objectif clair : renforcer le dialogue, écouter les besoins et co-construire les services financiers de demain. Entre networking, innovations digitales et annonces stratégiques, le Groupe SUNU confirme son ancrage et sa vision moderne de la relation client.

● *Hélène Martelot*

Dans une atmosphère chaleureuse, le jardin de l'hôtel Onomo à Lomé a accueilli mercredi soir la première édition de l'afterwork « SUNU Business Connect ». Un rendez-vous pensé comme un pont entre SUNU Bank Togo, les différentes entités du Groupe SUNU et le monde des affaires togolais. Clients fidèles, prospects, responsables d'entreprises, représentants d'associations professionnelles, dirigeants du Groupe SUNU... tous ont répondu présents pour célébrer un écosystème financier en pleine expansion. M. Benito Fado Ignace, Directeur Général de SUNU Bank Togo, a rappelé l'ambition de la banque : « être un véritable partenaire de vie et de croissance pour accompagner les projets et aspirations de chacun ». La rencontre a aussi été marquée par un moment institutionnel fort : la passation de charges entre l'ancien Président du Conseil d'Administration, M. Mohamed Bah, et son successeur, M. Yssouf Gbane. Une transition saluée comme un symbole de continuité et d'innovation. Au-delà de la célébration, Business Connect a permis de présenter les synergies entre les quatre



filiales du Groupe SUNU présentes au Togo : SUNU Assurances Vie, SUNU Assurances IARD, SUNU Bank et SUNU Santé. « Nos clients sont au centre de tout », a rappelé Florent Attiogbé, Directeur Général de SUNU Santé, soulignant l'objectif de cette initiative : recueillir les besoins pour affiner les offres et améliorer l'expérience client.

Digitalisation, offres innovantes et solidité financière

Au cœur des discussions, la transformation digitale du Groupe SUNU occupe une place centrale. What-

sApp Banking, Internet Banking, SMS Alert, MySUNU Bank... autant de solutions déjà opérationnelles pour simplifier la vie des usagers. SUNU Bank Togo, pionnière du WhatsApp Banking dans le pays, annonce par ailleurs de nouveaux services digitaux à venir. L'accent mis sur la digitalisation reflète la volonté du groupe de moderniser le paysage bancaire togolais. « Nous voulons permettre à nos clients de solliciter nos produits depuis leur domicile ou leur bureau, sans contrainte », a précisé Florent Attiogbé. Sur le plan commercial, l'opération « Déposez

et Gagnez », avec un taux bonifié jusqu'à 4,5 % et plusieurs lots pour les meilleurs déposants, illustre la stratégie d'attractivité de la banque. M. Benito Fado a également mis en avant la stabilité du groupe : « SUNU Bank est une alternative crédible pour tout le monde. Le Groupe SUNU est financièrement solide et leader de l'assurance-vie dans la zone CIMA ». Avec 22 agences et 18 guichets automatiques, l'institution poursuit son expansion et consolide son positionnement comme acteur majeur du secteur financier togolais.

Un groupe panafricain à l'écoute,

engagé dans la proximité

Le Groupe SUNU, acteur panafricain de référence, est présent dans 17 pays et continue d'étendre son réseau. Au Togo, ses filiales s'imposent dans les domaines bancaire, assurantiel et sanitaire, en misant

sur des équipes majoritairement composées de jeunes talents togolais. La tenue de SUNU Business Connect s'inscrit dans cette démarche de proximité. Plus qu'un événement, il s'agit d'une stratégie globale visant à instaurer un dialogue permanent entre la banque et ses clients. Les témoignages recueillis lors de la soirée traduisent la satisfaction des usagers quant à l'accompagnement personnalisé et au professionnalisme des équipes. Cette première édition, appelée à devenir un rendez-vous annuel, symbolise la volonté du Groupe SUNU d'inscrire son développement dans une logique collaborative. En mettant les clients au centre de la réflexion stratégique, l'institution entend renforcer la confiance, améliorer continuellement ses services et contribuer activement au développement économique national.



Mme Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne à l'issue de la collecte de fonds pour la campagne « Développer les énergies renouvelables en Afrique »

Les dirigeants de l'Union Africaine et de l'Union européenne se retrouvent les 24 et 25 novembre 2025 à Luanda en Angola, à l'occasion du 7ème Sommet UA-UE pour célébrer les 25 ans d'un partenariat solide et de liens économiques, politiques et sociaux renforcés.

Aux côtés du secteur privé, de la jeunesse et de la société civile, ils feront le point de leur partenariat et définiront ensemble les priorités qui guideront leur action commune pour les prochaines années. Dans le cadre de ce sommet, une collecte de fonds pour la campagne « Développer les énergies renouvelables en Afrique » a été organisée à Johannesburg le 21 novembre 2025 et a permis de mobiliser 15,5 milliards d'Euros. Ci-dessous une interview de la Présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen à l'issue de cette mobilisation en faveur des énergies renouvelables.

Quels sont les résultats attendus du sommet ?

Il y a vingt-cinq ans, le tout premier sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine a eu lieu au Caire. Les dirigeants ont pris un engagement simple mais fort. Que la paix et la prospérité ne peuvent durer que lorsqu'elles sont partagées. Lorsque nos destins sont véritablement liés. Le monde a changé depuis notre sommet au Caire. Mais ce lien unique entre l'Europe et l'Afrique reste plus solide que jamais. À



Luanda, nous célébrerons l'esprit du Caire. Et nous porterons le partenariat unique entre l'Europe et l'Afrique à un niveau supérieur. Nous annoncerons de nouveaux projets dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», le plan d'investissement de l'Europe pour un monde mieux connecté. Nous ouvrirons une nouvelle ère de commerce et de coopération entre nos deux marchés continentaux. Et nous intensifierons notre coopération en ce qui concerne les projets dans le domaine des énergies propres et des matières premières critiques qui créent de la valeur et des emplois en Afrique, pour la population africaine. Parce que c'est ainsi que l'Europe établit des partenariats. Des partenariats véritables et durables.

Comment contribuez-vous à un avenir énergétique propre dans notre pays le Bénin ?

Il y a un an, l'Europe et l'Afrique du Sud ont lancé la campagne «Scaling Up

Renewables in Africa» afin de mobiliser des investissements en faveur de l'énergie propre. De contribuer à fournir un accès à l'électricité aux 600 millions de personnes qui n'en ont toujours pas. Et d'attirer des investisseurs dans ce secteur en plein essor en Afrique. La semaine dernière, nous avons rassemblé le monde et mobilisé 15,5 milliards d'euros à cette fin. Pour un avenir énergétique propre pour l'Afrique et sa population. Investir dans le réseau électrique du Bénin est essentiel à sa transition vers une énergie propre. Le pays a défini l'accès à l'énergie propre comme un élément clé de son développement économique et social, et l'Europe soutient pleinement cet objectif. Nous modernisons et élargissons le réseau électrique dans les régions de Mono, Couffo et Borgou, ce qui permet à 120 000 ménages d'accéder à l'électricité et améliore les services pour plus de 15 000 personnes. Cet ambitieux projet «Global Gateway» créera des centaines de nouveaux emplois dans la région, en développant de nouvelles opportunités commerciales et de croissance.

BICICI

Une croissance soutenue au 3e trimestre 2025

La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Côte d'Ivoire (BICICI) a publié ses résultats du troisième trimestre 2025, confirmant une dynamique de croissance solide. Portée par la progression de la marge d'intermédiation et des commissions nettes, l'institution affiche des performances remarquables.

Dans le détail, la banque affirme enregistre : +22 % de dépôts collectés, traduisant une confiance accrue des clients, +16 % du produit net bancaire, signe d'une activité commerciale soutenue et +51 % de résultat net, confirmant une rentabilité renforcée. Ces résultats s'inscrivent dans la continuité des dernières années, où la BICICI a vu son résultat net croître de 54 % par an entre 2020 et 2024, passant de 4,7 milliards à 26,2 milliards FCFA. Cette trajectoire ascendante s'explique en partie par le changement d'actionnariat intervenu en 2022, avec l'entrée d'acteurs institutionnels étatiques tels que : la BNI, la CNPS, la CDC-CI, et l'IPS-CGRAE. Aux dires de

la banque leur implication a apporté à la banque de nouvelles ambitions stratégiques et des moyens financiers à la hauteur de ses objectifs. À la BRVM, le titre BICICI reflète cette performance. Depuis le début de l'année 2025, l'action a progressé de 39 %, pour s'échanger à 19 500 FCFA au 20 novembre 2025. Cette évo-

lution confirme l'attrait des investisseurs pour la banque et sa solidité financière. Avec ces résultats tangibles la BICICI consolide sa position de référence dans le paysage bancaire ivoirien et régional, portée par une croissance soutenue, un actionnariat stratégique et une dynamique boursière favorable.

Souleymane Coulibaly



Kenya

Goldman Sachs se positionne sur le marché de la gestion de projets

L'Autorité de la concurrence du Kenya a autorisé Goldman Sachs à racheter, via l'une de ses filiales, Mace Consult, un acteur kényan de la gestion de projets. Cette opération ouvre la voie à une montée en capacité de Goldman sur un marché fragmenté et dominé par de grands chantiers d'infrastructures.

Mardi 18 novembre 2025, l'Autorité de la concurrence du Kenya a validé la prise de contrôle total de Mace Consult par Consult Bidco, une structure créée et contrôlée par Goldman Sachs, plaçant ainsi la banque d'investissement américaine en position de racheter une société de gestion de projets au Kenya. L'accord porte sur l'achat de 100 % du capital de Mace Consult Holdings, société établie aux États-Unis et active au Kenya à travers deux filiales, à savoir : Mace Management Services Limited et Mace YMR Limited Liability Partnership. Elles fournissent des services de conseil en gestion de projets et de coûts liés aux chantiers de construction, aux infrastructures routières, aux projets immobiliers et aux programmes publics financés par des bailleurs internationaux. Selon les données transmises au régulateur, l'acquisition est classée comme un investissement financier. Elle a pour objectif de renforcer les moyens de Mace Consult, afin de simplifier ses opérations, d'augmenter sa capacité de déploiement sur le terrain et d'améliorer la coordination entre les équipes locales et



internationales. L'Autorité de la concurrence du Kenya a estimé que la transaction ne modifie pas l'équilibre du marché. Consult Bidco, l'acquéreur, n'exerce aucune activité en gestion de projets au Kenya avant l'opération. Il n'existe donc aucun chevauchement entre l'acheteur et la cible. La nouvelle entité issue de la fusion entre Consult Bidco et Mace Consult devrait cependant disposer d'une capacité financière plus large, en vue d'une participation plus systématique aux appels d'offres de grande taille, notamment dans les infrastructures. L'opération confirme l'intérêt de Goldman pour les métiers liés à la gestion de projets en Afrique de l'Est et plus précisément au Kenya.

Un marché local en mutation

Le secteur kényan de la gestion de projets est structuré autour de plusieurs segments. Les projets de petite

taille, souvent financés par des entreprises privées locales, et les projets de grande taille, notamment ceux liés aux infrastructures. Les cabinets étrangers entrent de plus en plus au Kenya par le biais de coentreprises avec des partenaires locaux pour pouvoir déposer des offres sur des projets financés par l'État ou par des bailleurs multilatéraux. Le pays connaît une demande soutenue en gestion de projets depuis plusieurs années, portée par des projets urbains, énergétiques... Dans ce contexte, la profession se structure autour de cabinets internationaux (Turner & Townsend, WSP, Arcadis, Deloitte East Africa, KPMG Kenya, IBM Consulting, etc.) et d'opérateurs régionaux ou locaux (Construction Project Consultants Africa, East African Project Management Services, Projektify PMO Consultants, Sapphire Project Managers, ITM Africa Ltd, entre autres).

Avec Agence Ecofin

20e sommet du G20 en Afrique du Sud

Entre ambitions africaines et crispations diplomatiques

Sous les regards d'un aréopage de dirigeants mondiaux parmi lesquels Emmanuel Macron, Recep Tayyip Erdoğan et Narendra Modi, Marke Caney s'est ouvert ce samedi matin le 20e sommet du G20 en Afrique du Sud. Un rendez-vous inédit, premier du genre sur le continent africain, qui propulse Pretoria au cœur de l'agenda international.

Pour l'Afrique du Sud, l'enjeu est considérable : prouver qu'elle demeure un acteur crédible sur la scène internationale, malgré un poids économique modeste face aux géants du G20 et à ses partenaires des BRICS. Objectif : mettre un terme aux décisions imposées par un cercle restreint de superpuissances et promouvoir une gouvernance mondiale plus équitable. Avant même l'ouverture de cette rencontre, de nombreux observateurs estiment que ce sommet constitue à la fois une vitrine diplomatique et un test de légitimité pour Pretoria. La rencontre est toutefois assombrie par une absence de taille : celle du président américain Donald Trump. Jeudi dans la soirée



Cyril Ramaphosa avait laissé entendre une participation américaine, mais la Maison Blanche a rapidement démenti, confirmant un boycott. Cependant Washington se contente d'une représentation protocolaire, en tant que futur hôte du G20 en 2026, sans implication réelle dans les débats. Donald Trump a qualifié la présidence sud-africaine de « honte » et exhorté Pretoria à renoncer à toute déclaration finale commune. Cette posture fragilise l'unité du sommet et met en lumière

les tensions persistantes entre Washington et Pretoria. Malgré cette controverse, plusieurs diplomates africains considèrent que ce G20 reste une étape déterminante pour réaffirmer la place du continent africain dans les grandes négociations mondiales et de porter la voix du Sud global sur des enjeux cruciaux tels que le climat, la dette, la transition énergétique et la gouvernance internationale.

Souleymane Coulibaly



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 21 novembre 2025

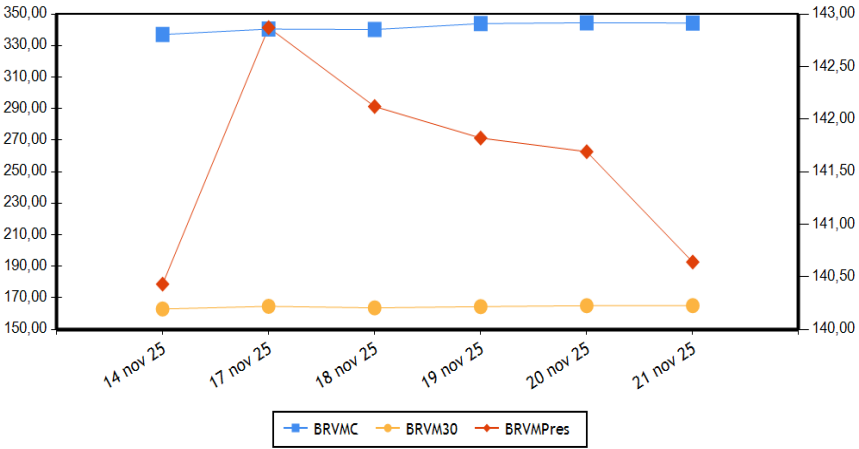
N° 222

BRVM COMPOSITE	344,28
Variation Jour	-0,04 %
Variation annuelle	24,73 %

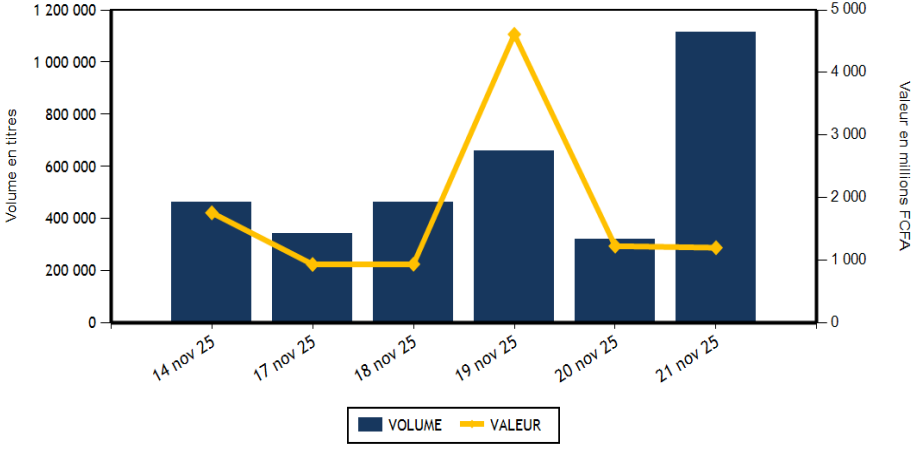
BRVM 30	165,06
Variation Jour	0,02 %
Variation annuelle	18,97 %

BRVM PRESTIGE	140,64
Variation Jour	-0,74 %
Variation annuelle	22,47 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 274 158 340 328	-0,04 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 073 613	262,35 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	807 006 938	-19,60 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	19	-9,52 %
Nombre de titres en baisse	18	12,50 %
Nombre de titres inchangés	9	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 675 566 771 139	0,10 %
Volume échangé	39 308	63,61 %
Valeur transigée (FCFA)	393 422 743	77,05 %
Nombre de titres transigés	11	83,33 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	3	200,00 %
Nombre de titres inchangés	7	133,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 510	7,47 %	71,59 %
BIIC BN (BICB)	5 200	5,05 %	
BICI CI (BICC)	20 250	3,85 %	44,64 %
NESTLE CI (NTLC)	11 850	3,04 %	48,87 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 470	2,80 %	258,54 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	27 005	-5,25 %	108,53 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	15 300	-4,38 %	73,96 %
SETAO CI (STAC)	1 100	-4,35 %	144,44 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 480	-2,31 %	146,67 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 475	-1,67 %	10,07 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	140,64	-0,74 %	22,47 %	23 492	374 784 940	10,81
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	218,98	0,35 %	58,55 %	1 050 121	432 221 998	13,70

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	260,80	-0,93 %	122,22 %	12 323	100 779 395	10,64
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	731,91	0,11 %	-4,20 %	12 575	123 599 210	10,23
BRVM - FINANCES	16	145,87	0,15 %	43,36 %	993 225	440 956 613	9,33
BRVM - TRANSPORT	1	361,04	-1,67 %	9,88 %	15 727	22 932 340	3,81
BRVM - AGRICULTURE	5	332,90	-0,34 %	68,92 %	11 411	57 449 110	10,90
BRVM - DISTRIBUTION	7	501,88	-0,06 %	49,69 %	22 748	41 215 750	49,78
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	597,42	0,03 %	-8,01 %	5 604	20 074 520	9,11

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	95,12	0,11 %	-4,88 %	5 776	94 538 740	10,06
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	170,89	-1,03 %	70,89 %	15 071	38 469 960	62,82
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	143,36	0,15 %	43,36 %	993 225	440 956 613	9,33
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	217,81	-0,92 %	117,81 %	15 668	140 655 105	11,12
BRVM - INDUSTRIELS	6	122,84	-1,10 %	22,84 %	20 961	32 632 665	5,19
BRVM - ENERGIE	4	113,17	1,50 %	13,17 %	16 113	30 693 385	14,06
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	116,16	0,19 %	16,16 %	6 799	29 060 470	10,62

Droits de douane

L'horlogerie suisse souffre mais espère «un peu d'oxygène»

La promesse de droits de douanes américains à 15% redonne de l'espoir aux horlogers.

Les exportations de montres suisses ont encore accusé le coup des 39% de droits de douane imposés par les États-Unis en octobre, mais le projet d'accord entre Berne et Washington pour les ramener à 15% devrait redonner une bouffée d'oxygène aux horlogers. En octobre, les exportations horlogères suisses vers les États-Unis ont encore dégringolé de 46,8% par rapport à la même période un an plus tôt, après une chute de 55,6% en septembre et de 23,9% en août, selon les relevés de la fédération horlogère publiés jeudi. En août, Washington avait imposé des droits de douane de 39% à la Suisse, suscitant de vives inquiétudes pour l'horlogerie puisque les montres doivent être fabriquées dans le pays pour pouvoir y apposer le label «Made in Switzerland», considéré comme le symbole de la tradition horlogère helvétique. Mais après trois allers-retours à Washington, le ministre de l'Économie Guy Parmelin est revenu en fin de semaine dernière à Berne avec un projet d'accord pour ramener ces taxes douanières à 15%, même si certains



détails doivent encore être discutés, notamment pour l'horlogerie. Depuis, Manuel Emch, le directeur général du fabricant Louis Erard, est submergé d'appels. En moins «de 24 heures», «tous mes détaillants sans exception ont pris commande», a expliqué à l'AFP le patron de cette marque, qui réalise environ le quart de son chiffre d'affaires aux États-Unis. «Et maintenant, il y a toute une logistique de production à mettre en place pour augmenter les cadences», ajoute-t-il, car «on est dans la dernière ligne droite avant Noël», avec «une fenêtre de tir très courte pour satisfaire une demande très soudaine». Car contrairement à une partie de ses concurrents, cette marque qui produit en petites quantités n'avait pas pu constituer de stocks aux États-Unis.

Soulagement

Les États-Unis constituent le premier marché étranger de l'horlogerie suisse, captant à eux-seuls près de 17% des exportations. Anticipant une hausse des droits de douane, de nombreux horlogers s'étaient empressés d'y gonfler leurs stocks, faisant bondir leurs exportations vers les États-Unis de 149,2% en avril et de 45% en juillet. Ces exportations s'étaient effondrées en août dans la foulée de l'annonce de la hausse des taxes américaines. «Je suis soulagé que l'on soit revenu à une taxe douanière moins punitive», a confié à l'AFP Elie Bernheim, le directeur général de la marque genevoise Raymond Weil, estimant que «cela va grandement améliorer les exportations suisses vers les États-Unis dans les semaines à venir». Pour Edouard Meylan, le patron de la marque de luxe H. Moser, «passer de 39% à 15% allège nettement la pression», même si «cela ne fait pas disparaître les autres défis». «Mais cela offre un cadre plus respirable», qui «permet de regarder ce marché stratégique avec davantage de clarté».

(afp)

Consommation américaine

Les signes de ralentissement se multiplient

Aux États-Unis, les grands distributeurs commencent à ressentir la baisse de la consommation. Les ménages, eux, blâment la politique commerciale de Donald Trump. Un mauvais signal un an avant les élections de mi-mandat.

Home Depot, Walmart, Lowe's... Les grands magasins américains de distribution commencent à s'inquiéter d'une baisse de consommation des ménages américains. Le groupe de magasins de bricolage, Home Depot, a abaissé ses prévisions pour l'ensemble de l'exercice. « Nous pensons que l'incertitude des consommateurs et la persistance de la pression sur l'immobilier affectent de manière disproportionnée la demande », a justifié Ted Decker, le PDG. Walmart, premier groupe de distribution aux États-Unis, a également publié ses résultats jeudi. Au troisième trimestre, les ventes de Walmart U.S. ont progressé de 5,8% à 120,7 milliards de dollars, tirées par la «dynamique» du commerce sur Internet et par des gains de parts de marché dans les produits alimentaires, de santé et bien-être et les biens de consommation. Le géant de la distribution a néanmoins déclaré avoir constaté un certain recul des



dépenses des acheteurs à faibles revenus, en particulier vers la fin du trimestre. Entre le «shutdown» qui a paralysé l'administration fédérale, et la mise en place de nouveaux droits de douane depuis avril, les Américains ont eu leur lot d'incertitude. Et le moral des ménages a reculé plus que prévu à 50,3 en novembre contre 53,6 le mois précédent, d'après l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan. À titre de comparaison, ce chiffre est pire qu'au moment de la crise de 2008. « L'inflation est en forte baisse », a tenté de rassurer Donald Trump au début du mois. Les derniers chiffres font, eux, état d'une augmentation du niveau des prix de 3 % en septembre, contre 2,3 % en avril.

Avec latribune.fr

Un sentiment général de hausse des prix

Si l'inflation a augmenté, elle reste tout de même bien inférieure au seuil des 9 % franchi en 2022. Et pourtant, les ménages américains ne sont pas satisfaits. D'après un sondage d'Ipsos pour ABC News et le Washington Post, sept Américains sur 10 estiment dépenser plus d'argent dans leurs courses que l'année dernière. Une situation imputée par certains Américains à la politique de Donald Trump, qui avait pourtant promis de réduire leur coût de la vie. En effet, 55 % des Américains interrogés affirment que les droits de douane nuisent à la situation financière de leur propre famille. Le caractère inédit de la guerre commerciale lancée par Donald Trump rend très incertaine ses conséquences à venir sur l'inflation. Par ailleurs, les salaires ont, eux, augmenté moins vite que l'inflation (soit 2 % en octobre), d'après Bank of America.

Economie

Les États-Unis empruntent auprès de créanciers chinois

D'après un rapport d'une université américaine, les prêts chinois financent majoritairement les pays développés, États-Unis en tête. Des transactions rendues de plus en plus opaques par Pékin, qui en profite pour acquérir des actifs stratégiques.

Ports, gazoducs, terminaux d'aéroports... Les prêts chinois pour financer les infrastructures mondiales ont abondé ces dernières années. Mais contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas les pays en développement qui bénéficient le plus de l'argent frais chinois : ce sont les pays développés. Avec un grand gagnant : les États-Unis. « Aucun pays au monde n'a accepté autant de créanciers publics chinois que les États-Unis », pointe un rapport d'AidData, un laboratoire de recherche de l'université William & Mary à Williamsburg en Virginie, publiée ce mardi. Des conclusions « inattendues et contre intuitives », complètent les chercheurs, notamment depuis la politique de Donald Trump et Joe Biden pour contrer l'influence chinoise. Entre 2000 et 2023, les États-Unis ont accepté plus de 200 milliards de dollars de crédit provenant de créanciers étatiques chinois. Ils ont aidé à financer la construction de centres de données en Virginie, de terminaux aux aéroports de New York et de Los Angeles, de gazoducs (South Texas-Tux-



pan, Matterhorn Express...) et d'oléoducs (Dakota Access Pipeline). Historiquement, les investissements chinois n'ont pas toujours été mal vus : « Après la crise de 2008, le gouvernement américain faisait face à d'importantes contraintes budgétaires, ouvrant la voie aux investisseurs chinois pour investir dans les infrastructures américaines », commente à La Tribune Junyu Tan, économiste pour l'Asie du Nord chez Coface. Mais depuis une dizaine d'années, les États-Unis ont pointé du doigt le programme des Nouvelles routes de la soie chinoises en mettant en garde les pays en développement contre le piège de la dette.

Un plus grand contrôle des investissements

Les règles pour investir et prêter de l'argent aux États-Unis se sont tout de même durcies ces dernières années.

« À partir de 2018, il y a eu un changement majeur de tendance avec Trump : les États-Unis ont adopté la loi réformant le comité d'examen des investissements étrangers (CFIUS) », précise Junyu Tan, « avec ses nouveaux pouvoirs étendus, cet organisme examinait aussi certains investissements non-majoritaires, en particulier ceux liés à des infrastructures critiques ou susceptibles de toucher à des données personnelles ». Le rapport estime que les prêts des créanciers d'État chinois, liés aux fusions et acquisitions, se sont réduits de 62 % après les mesures de renforcement prises par le pays. Une dynamique qui pourrait se poursuivre. D'après Junyu Tan de Coface, « depuis avril, la Chine a également commencé à restreindre l'autorisation de nouveaux investissements vers les États-Unis, après l'instauration de tarifs douaniers réciproques. Elle cherche probablement à préserver ces projets comme monnaie d'échange pour de futures négociations ».

Avec latribune.fr

Numérique

Gare à l'éclatement de la bulle de l'IA, dit le patron de Google

Chaque entreprise serait lourdement affectée si la bulle de l'intelligence artificielle venait à éclater, a averti lundi Sundar Pichai.

Chaque entreprise serait lourdement affectée si la bulle de l'intelligence artificielle (IA) venait à éclater, a averti lundi Sundar Pichai, le patron d'Alphabet, maison mère de Google, alors que les investissements sont frénétiques dans le secteur. Bien que la croissance des investissements dans l'IA ait été «un moment extraordinaire», il existe une certaine «irrationalité» dans l'actuelle frénésie qui s'en est emparée, estime Sundar Pichai, interrogé sur la BBC depuis le siège californien de la société. Des craintes émergent sur le risque d'éclatement d'une bulle de l'IA. La valeur des entreprises technologiques spécialisées a explosé ces derniers mois et les investisseurs dépensent massivement pour ne pas être distancés. Interrogé sur la capacité de Google à rester à l'abri d'un éventuel éclatement de la bulle, M. Pichai a estimé que le groupe pourrait résister à cette tempête potentielle mais admis «qu'aucune



entreprise ne (serait) éparpillée, y compris nous».

Une immense consommation d'énergie

Le patron de Google a également lancé une mise en garde contre les besoins énergétiques «immenses» de l'IA qui représentaient 1,5% de la consommation mondiale d'électricité l'an dernier, selon l'Agence internationale de l'énergie. Il préconise le développement de nouvelles sources d'énergie et le renforcement des infrastructures du secteur. Il a par ailleurs reconnu que les besoins énergétiques intensifs de l'IA chez Google entraînaient un retard des objectifs climatiques de l'entreprise,

qui vise toujours la neutralité carbone d'ici 2030. «Le rythme auquel nous espérons progresser sera affecté», a-t-il reconnu. L'IA pèsera également sur le travail tel que nous le connaissons, a relevé Sundar Pichai. «Nous devons gérer des perturbations sociétales», a-t-il indiqué, mais cela «créera aussi de nouvelles opportunités». Son développement «fera évoluer et transformer certains emplois, et les gens devront s'adapter», a-t-il insisté. «Peu importe que vous vouliez être enseignant ou médecin. Toutes ces professions existeront encore, mais ceux qui réussiront dans chacune d'elles seront ceux qui apprendront à utiliser ces outils».

(afp)

COP30

Les femmes plaident pour une feuille de route sur l'égalité des genres

Leurs voix résonnent dans le tumulte de Belém, des filières de recyclage de São Paulo aux tribunaux qui redéfinissent la législation climatique au Portugal. Ensemble, elles font écho à une vérité que le monde ne peut plus ignorer : il n'y a pas de justice climatique sans égalité des genres.

Dans le cadre des négociations sur la justice climatique, la voix des femmes s'élève avec clarté et urgence, exhortant la 30e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30) à laisser un héritage durable sur le lien entre genre et politique climatique. Les négociateurs travaillent sur le Plan d'action de Belém pour l'égalité des genres, qui reconnaît l'impact spécifique des changements climatiques sur les femmes et propose des mesures pour soutenir leur financement, leur formation et leur accès à des postes de leadership.

Récupératrices de déchets

Nanci Darcolete, une Brésilienne de 49 ans, recycleuse, travaille comme récupératrice de déchets depuis 1999 dans les rues de São Paulo. Aujourd'hui, elle dirige Pimp My Car-



roça, une organisation qui défend les droits des récupérateurs de déchets – ces travailleurs qui transforment les matériaux mis au rebut en ressources, évitant ainsi que des tonnes de déchets ne soient déversées dans la nature ou incinérées dans des décharges. Elle a déclaré à ONU Info que les récupérateurs de déchets jouent un rôle historique lors de la COP30, soulignant leur contribution à la réduction des émissions responsables du réchauffement clima-

tique et à la préservation des ressources naturelles de la planète. « Nous constatons aujourd'hui combien il est important que les récupérateurs de déchets participent également au compostage des déchets organiques. Cela permettra aux municipalités de faire des économies, assurera un revenu aux récupérateurs et captera des tonnes de gaz – contribuant ainsi de manière significative à la réduction des polluants lourds présents dans l'environnement », explique Nanci Darcolete,

Des femmes à la tête de la chaîne du recyclage

Au Brésil, les femmes constituent la majorité des récupérateurs de déchets et dirigent la plupart des coopératives. Pourtant, elles continuent de subir le racisme et les violences sexistes dans la rue. Nombre d'entre elles concilient ce travail avec les responsabilités familiales, notamment l'entretien de leur foyer et la prise en charge

de leurs enfants et petits-enfants. Nanci explique que l'une des principales préoccupations des récupératrices de déchets est l'intensification des vagues de chaleur et des inondations dues au changement climatique – des conditions qui rendent leur travail encore plus difficile, en particulier dans les quartiers défavorisés. Elle demande que le programme d'adaptation de la COP30 reconnaisse ces travailleuses comme des « actrices du changement », en améliorant la logistique urbaine afin qu'elles puissent parcourir moins de kilomètres, avoir accès à l'eau et bénéficier de contrats rémunérés.

Le droit à un environnement sain

Elle souligne que les citoyens peuvent exiger de leurs gouvernements qu'ils garantissent le droit à un environnement sain et à un climat stable. Au Portugal, elle milite pour l'élaboration de Plans d'action climatique

municipaux – des documents qui définissent comment les autorités locales préviendront et réagiront aux sécheresses, aux incendies de forêt, aux inondations et autres catastrophes. Pour Mariana, les efforts d'adaptation et d'atténuation doivent tenir compte du fait que les catastrophes climatiques touchent les femmes de manière disproportionnée, augmentant ainsi les risques de violence sexiste, de déplacements forcés et de lourdes charges de soins. Elle est convaincue que les actions en justice peuvent faire plus que simplement exiger des réductions d'émissions ou l'arrêt des projets extractifs : elles peuvent débloquent des financements et soutenir l'indemnisation des communautés déjà touchées, contribuant ainsi à protéger les droits des femmes.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Évitez aujourd'hui les procédures coûteuses ainsi que les coups de tête, qui pourraient s'avérer désastreux pour vos finances. Les personnes âgées seront de bon conseil en la matière, et pourront vous apporter un soutien matériel utile.

Taureau

Le secteur des finances sera plutôt calme. L'équilibre sera stable si vous ne faites pas de folies. Un point sera à souligner, toutefois : quelques natifs pourront voir resurgir des problèmes financiers liés au passé. Si vous avez été un peu "léger" avec la loi, elle va vous rattraper !

Gémeaux

Vous devriez profiter de cette journée pour vous occuper de votre équilibre financier. Le Soleil va en effet mettre en vedette l'un de vos secteurs d'argent. Mieux encore, le Soleil travaillera de concert avec Jupiter, l'astre le plus bénéfique du Zodiaque, qui favorise en particulier l'enrichissement. Alors, n'attendez pas pour demander une prime quelconque ! Si vous avez fait des placements, la journée pourrait être favorable à des gains inattendus.

Cancer

Cette journée étant placée sous le signe d'une chance insolente qui touchera le domaine financier de votre vie, il ne serait pas du tout étonnant que vous soyez l'un des gagnants du Loto, du Millionnaire, ou du Tiercé. Mais attention : si vous gagnez gros, vous aurez peut-être des difficultés à garder cet argent. Vous ne faites en effet pas partie des gens qui savent d'instinct gérer leurs finances. Prenez alors conseil.

Lion

Pas question de vous serrer la ceinture, tout spécialement si vous êtes en vacances ! Vous prendrez le maximum de bon temps et dépenserez sans réfléchir, ce qui risque de vous poser des problèmes ardues en fin de mois.

Vierge

Sous l'influence d'Uranus, certains de vos projets financiers pourront être remis en question. Pour la plupart d'entre vous, il s'agira simplement de modifications mineures à apporter à un projet concernant un achat, un placement ou un investissement. Mais quelques natifs du signe pourront être dans l'obligation de tout revoir au dernier moment, alors qu'ils pensaient avoir enfin bouclé une opération financière importante. A vous de mesurer les risques.

Balance L'ambiance astrale de la journée sera propice à une bonne solution des problèmes financiers qui vous tracassent. Vous aurez intérêt à rechercher l'aide d'autrui. Il y aura la possibilité de contracter un emprunt avantageux grâce à la bonne impression que vous aurez su donner. La solution pourrait même provenir d'un don ou d'un héritage. De toute façon, vous bénéficierez d'appuis astraux efficaces.

Scorpion

Soyez à l'affût des bonnes occasions, sur le plan matériel. En fouinant un peu, vous pourrez faire des affaires extraordinaires. Une prime exceptionnelle pourrait vous être accordée cette fois.

Capricorne

Aujourd'hui, évitez au maximum les opérations financières importantes ou les discussions d'affaires portant sur de grosses sommes d'argent. Vous pourriez commettre une grave erreur d'appréciation.

Sagittaire

La Lune influençant un de vos secteurs financiers indique un risque de stagnation, voire des difficultés, liées par exemple à un surendettement. Il faudra rester prudent et serrer les cordons de la bourse.

Verseau

Vous aurez de la chance dans vos transactions financières ou immobilières. Toutefois, ne prenez pas de risques excessifs : votre compte en banque ne les supporterait pas ! Sachez modérer votre ardeur.

Poisson

Il serait bon que vous traciez une stricte ligne de conduite en matière de finances, car cette journée risque d'être rude. Ceux qui sont du premier décan seront les plus concernés. Attention aux dépenses excessives pour les plaisirs et les réceptions d'amis, d'autant plus que certains d'entre eux profitent sans vergogne de vos largesses.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
cVivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

COMMENT VAINCRE LA FRAGILITE EMOTIONNELLE ?

L'un des maux le plus partagé au 21s, c'est la fragilité émotionnelle. De plus en plus, les gens craignent les relations humaines parce qu'on a de moins en moins de force mentale et de l'énergie pour gérer les contradictions, les oppositions et les contingences qui sont inhérentes aux relations humaines. La plupart des gens préféreraient des relations ou des collaborations dénuées de toutes conflictualités et faites seulement de joie, d'entente, de plaisir, de droit, de jouissance...sauf que cela ne se passe pas ainsi. En effet, si vous mettez des ordinateurs en réseau et que vous vous assurez de la disponibilité permanente de l'énergie électrique, vous n'avez pas de soucis à vous faire. Ils fonctionneront en continu. C'est pareil pour les serveurs. Si vous avez une fois vu un champ de serveurs, ils sont souvent alignés sur des centaines de mètres voire de kilomètres sur des hectares sans pratiquement de présence humaine. Il faut juste s'assurer de la disponibilité de l'énergie. Vous n'avez pas de conflits ou les sauts d'humeurs à gérer. Et cela s'est ce que beaucoup voudraient bien aussi. Certaines entreprises font effectivement le choix du tout informatique, digital ou du numérique ou presque parce qu'avec les Humains on n'est pas à l'abri et le profit n'est pas toujours garanti. Le profit, la productivité et le rendement est lié à l'humeur des hommes or avec les machines no stress.

Dès que deux, trois ou cinq personnes se retrouvent dans un même bureau, les premiers différents apparaissent peu de temps après et s'en suivent des rancœurs, des querelles et des disputes et finalement l'objectif pour lequel ils se sont mis ensemble ne fera plus l'objet de leur attention, mais ce sera plutôt les ressentis. Du coup les gens fuient de plus en plus les relations humaines pour ne plus avoir à subir les conflits, les différends, l'adversité, la persécution, les crises de nerfs, les trahisons, les déceptions amoureuses...et cela se manifeste sur tous les plans dans la société.

- **Dans le monde professionnel**, j'entends souvent les gens dire qu'ils sont là seulement pour le travail, la camaraderie n'y a donc pas sa place et ce n'est d'ailleurs pas l'entreprise de leurs parents. C'est idem pour les managers, qui pensent qu'il n'y a de temps pour une quelconque bienveillance et que les gens doivent faire ce pourquoi ils sont payés sans qu'on ait à les surveiller.

- **Dans les relations de couples ou amoureuses**, on voit de plus en plus aujourd'hui des relations virtuelles, des applications avec l'intelligence artificielle qui proposent des conseils, les sex toys remplacent le sexe qui lui est renvoyé à une seule fonction de jouissance sans la relation fusionnelle empreint de complicité entre un homme et une femme....

- **En amitié**, les gens ont plus de camarades et de copains que d'amis, par peur des déceptions et des trahisons. Ou parce qu'ils



ont fait des expériences douloureuses et ne souhaitent plus en faire.

Le défi c'est que plus vous fuyez les relations humaines par peur des déceptions, des contradictions et des conflits, moins vous serez capables de vous en sortir quand vous n'aurez plus le choix ou ne pourrez plus fuir devant une situation de relation humaine. Même si le virtuel, l'intelligence artificielle semblent vous préserver ou vous offrir une hypothétique protection contre les conflits inhérents aux relations humaines, vous risquez de vous déshumaniser et vous serez incapables de vivre en société et en groupe. C'est ainsi que vous devenez FRAGILE EMOTIONNELLEMENT. Vous verrez toutes contradictions comme une sorte de rejet de votre personne et vous vous enfoncez plus.

C'est ainsi que vous entendrez des gens dire : ***"je me sens bien seul (e), je suis heureux (e) seul (e) sans un homme ou une femme dans ma vie, j'ai pas besoin de chercher à gagner plus d'argent et chercher une promotion pour cela, le peu que j'ai me suffit, on n'est pas tous tenu de se marier ou d'avoir des enfants, le mariage n'est pas une fin en soi..."*** En réalité, c'est la fuite en avant et la peur des autres qui amènent certaines personnes à faire ces choix à cause de LA FRAGILITE EMOTIONNELLE. Vous n'avez pas besoin de fuir les relations humaines. Je vous propose trois petites choses à intégrer.

QUE FAIRE ?

1. Connaître le mode d'emploi de l'humain : Les déceptions, les écarts, l'adversité, les problèmes font partie intégrante de la vie et de tous types de relations humaines. En règle générale quand tout va bien la plupart des gens sont cor-

rects mais quand il y a de difficultés, même la personne la plus honnête peut déconner.

2. Accepter la différence et la contradiction : Les autres ne sont pas tenus de voir les choses de votre point de vue. C'est l'histoire de deux pêcheurs qui discutaient pendant la pêche. Le premier dit : "si tous les hommes étaient comme moi, ils prendraient ma femme comme épouse". Le deuxième rétorqua : "si tous les hommes étaient comme moi, ils ne prendraient pas ta femme comme épouse". Le premier pêcheur estime que le caractère et le comportement de sa femme étaient les meilleures qualités qu'une femme devrait avoir, ce qui n'est pas la conception de l'autre. La question est de savoir s'ils devraient devenir des ennemis ou ne plus se parler parce qu'ils n'ont pas le même gout ou le même sens de choix en matière de femme. Aucunement.

3. Vous n'avez pas à vous sentir coupable si vous êtes victime de déception ou autres : Je trouve que c'est comme cela qu'on grandit. Le niveau de maturité et de connaissance que vous avez aujourd'hui, est le fruit de vos expériences passées. Comment un enfant peut-il grandir s'il ne tombe pas, ne se blesse pas en conduisant son premier vélo, ne se dispute pas avec ses amis? Ne fuyez pas, affrontez la vie.

Que la paix soit avec vous !

GANDONOU S. Marcellin
CEO SENAKPON GROUP

m.gandonou@senakpon.com

Consultant – Auteur – Coach – Conférencier international.

Assemblée nationale

EISMV décerne le titre de «Docteur Honoris Causa» au Président du Conseil

En marge de la 54^e session du Conseil d'administration de l'École inter-États des sciences et médecine vétérinaires (EISMV) de Dakar, tenue les 20 et 21 novembre à Lomé, une délégation de cette école a été reçue, le vendredi 21 novembre à l'hémicycle à Lomé où elle a décerné le titre de Docteur Honoris Causa au Président du Conseil, Faure Gnassingbé.

La séance a été conduite par le président de l'Assemblée nationale, Prof. Komi Sélom Klassou, représentant le Président du Conseil, Faure Gnassingbé. Conduite par le vice-président du Conseil d'administration, le professeur Daouda Ngom, la délégation a exprimé, au nom des 14 États membres sa gratitude au Président du Conseil pour l'accueil chaleureux, les facilités accordées et les dispositions prises pour le bon déroulement de cette session. Dans une motion officielle de remerciement lue à cette occasion, le Conseil a salué l'engagement constant du Togo en faveur du rayonnement de l'EISMV. La rencontre a également été marquée par la remise solennelle au président du Conseil, Faure Gnassingbé, du titre de «Docteur Honoris Causa» de l'EISMV de Dakar, une distinction décernée pour la première fois à un chef d'État depuis la création de l'institution en 1968. Ce titre est décerné au Président du Conseil, Faure Gnassingbé pour « avoir œuvré en faveur du développement des



systèmes d'éducation, de la promotion de la science ouverte et du renforcement de l'agriculture durable en Afrique et pour son soutien constant à l'EISMV de Dakar ». Ce titre est composé d'un diplôme, une toge et un tableau honorifique. Selon le Conseil d'administration, ce titre récompense son soutien permanent à l'école, son engagement en faveur de l'éducation, de la recherche scientifique et de la promotion de systèmes agricoles durables. Les travaux de la 54^e session ont permis d'examiner les orientations

stratégiques, la gouvernance de l'école, ainsi que la désignation d'un nouveau directeur général. Le vice-président du Conseil a salué « la sérénité et la rigueur » qui ont caractérisé les échanges, notant la présence de 13 des 14 pays membres, dont huit ministres. Le Prof. Klassou a réaffirmé la disponibilité du Togo et du président du Conseil à accompagner l'EISMV dans sa mission de formation, de recherche et d'intégration régionale, soulignant que l'école demeure « un outil concret d'intégration africaine ».

Avec ATOP/SED/KYA

Tchaoudjo

Vers l'élaboration du plan d'aménagement de la forêt classée de Sokodé

Un atelier de lancement des activités d'élaboration du plan d'aménagement de la forêt classée de Sokodé a réuni les parties prenantes le mardi 18 novembre à Sokodé.

Ces activités s'inscrivent dans le cadre du projet d'Appui à la gestion durable des forêts domaniales (AGEDU-FORD-Togo) qui s'intègre dans le Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité et l'agroécologie (PALCC+). Financé par l'Union européenne, ce programme est mis en œuvre par le ministère en charge de l'Environnement et des ressources forestières, à travers l'Office de développement et d'exploitation des forêts (ODEF). Le plan d'aménagement de la forêt classée de Sokodé est un document de planification qui vise à orienter les activités à venir en vue de permettre aux populations riveraines de profiter de cette forêt tout en préservant et restaurant les écosystèmes dégradés. L'atelier de lancement a permis d'informer les acteurs locaux et riverains sur le processus d'élaboration consensuelle de ce plan, afin de susciter leur adhésion pour une gestion rationnelle et durable de cette forêt, sa conservation et sa valorisation socio-économique. Les populations



ont été renseignées sur ses objectifs, son calendrier, ses acteurs et ses méthodes ainsi que les équipes d'aménagement qui passeront pour les études socio-économiques, cartographiques, fauniques et floristiques. La forêt de Sokodé, d'une superficie de 321 ha, est classée le 27 février 1951 par l'arrêté N0150-51/EF. Depuis son classement, la forêt n'a jamais bénéficié d'un plan d'aménagement qui documente l'approche de gestion, les décisions prises, leur base et l'orientation de la future gestion. Le préfet de Tchaoudjo, Tchimbiantja Yendoukoa Douiti a salué ce processus d'élaboration du plan d'aménagement de cette forêt qui vient combler cette lacune. Pour lui, loin d'être une simple formalité administrative, il permettra, à terme, de disposer d'un

outil fondamental qui « nous aidera à passer d'une gestion réactive à une gestion planifiée, concertée et durable ». Le représentant du directeur général de l'ODEF, M. Assi Hémo a souligné que cette initiative est en harmonie avec l'ambition 10 de la feuille de route gouvernementale Togo-2025, une vision novatrice du Président du Conseil. Il a précisé que pour traduire dans les faits cette vision qui est de « mettre le développement durable et l'anticipation des crises futures au cœur des priorités du pays », le ministre de tutelle ambitionne de doter toutes les forêts classées et aires protégées des outils de planification dont la mise en œuvre garantira la gestion durable des ressources forestières.

Avec ATOP/JAE/MEK

Importation de bois d'œuvre au Togo

Les acteurs de Badou sensibilisés sur les nouvelles donnees

Une quarantaine d'importateurs et exploitants de bois de la préfecture de Wawa ont été sensibilisés, le vendredi 21 novembre à Badou, sur la réglementation en vigueur au Togo en matière d'importation et d'exploitation des ressources forestières au Togo.

La rencontre est organisée par le Syndicat des reboiseurs et exploitants de bois (SYNREBOIS). Elle a pour but d'entretenir les acteurs impliqués sur la loi relative à l'exploitation et à l'importation de bois d'œuvre et des ressources forestières au Togo. Les participants ont été renseignés sur les règlements, principes et modalités d'exploitation et d'importation de bois provenant des pays tiers. Ils ont été édifiés sur les nouvelles donnees de



l'importation et d'exploitation de bois dans le pays. Le président national des importateurs et exploitants de bois au Togo, Koutouzov Yawo a rappelé aux participants la nécessité d'avoir les papiers

administratifs justificatifs de l'origine des produits afin de prouver leurs provenances. « Aucune malversation et exploitation illégale ne sera tolérée sur le convoyage des produits », a-t-il déclaré. Il

a fait savoir que cette rencontre fait suite à une récente séance de travail avec le nouveau ministre de l'Environnement et des ressources

financières, Prof. Kokoroko Komlan Dodzi. M. Koutouzov a demandé expressément que les coupes anarchiques de nuit sur le territoire natio-

nal cessent et tout contrevenant sera pénalisé selon la loi en vigueur au Togo.

Avec ATOP/PM/JK

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Togo	Afrique sub-saharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Togo	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	61,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance
Transparency International 2023 126/180
Mo Ibrahim 2023 22/54
Reporters sans frontières 2024 113/180



Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 38 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

• Source : tresor.economie.gouv.fr



EPISODE 1

LA BANQUE D'AUJOURD'HUI!

PARTIE 2

**M. Junior DOGBE**Animateur principal
Webmaster BOA-TOGO**M. Abdel Salame MOROU**Invité Principal
DGA Support BOA-TOGO**M. Khalid KEZIRE**Co-animateur
Chef Digital Officer BOA-TOGO

#BOATogo #LaBanqueDigitale #BancorePro



Et si on vous disait que la banque, ce n'est pas seulement pour "les riches" ? Dans cette deuxième partie de Bancore Pro, nous sommes allés dans les rues de Lomé pour entendre la vraie voix du public ...

C'est à retrouver dans cette deuxième partie de l'épisode 1 de bancore Pro. Le rendez-vous des experts, des entrepreneurs et de nos équipes pour aller plus loin ensemble continue.

Révélations, insights, décryptage de nos experts M. Abdel Salame MOROU M. Khalid Kezire et M. Junior Livingstone Dogbe, sur la banque de demain...

À découvrir absolument sur notre chaîne YouTube <https://youtu.be/R04o9gre-S4I>

#BOATogo #LaBanqueDigitale #Podcast #BancorePro #RéunionDesExperts
#Banque #Finance